



4 mars 2019

Communiqué de presse de la Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley
Pour diffusion immédiate

« La société civile conteste l'excès de confiance du Processus de Kimberley lors du rassemblement des Nations Unies à New York »

S'adressant aux représentants du gouvernement et de l'industrie à New York le 3 mars, à l'occasion de l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le rôle des diamants dans l'alimentation des conflits, la Coalition de la Société Civile (CSC) du Processus de Kimberley (PK) a remis en question la contribution souvent saluée du PK à la prévention des conflits et à la promotion du développement.

Un outil de prévention des conflits ?

Lors d'événements organisés autour de l'adoption de la résolution des Nations Unies à New York, le représentant de la CSC au Zimbabwe, Mukasiri Sibanda, a fait pression sur le Processus de Kimberley afin qu'il cesse de faire son propre éloge et se confronte enfin à ses faiblesses, connues depuis longtemps.

La résolution des Nations Unies présente le PK comme « un outil multilatéral efficace pour la prévention des conflits », « mais quand le Processus de Kimberley a-t-il réellement empêché l'apparition d'un conflit ? » a interrogé M. Sibanda.

« Le PK n'a pas à sa disposition, les moyens pour réagir rapidement aux signes avant-coureurs de violences de grande échelle, et encore moins pour empêcher que celles-ci ne s'intensifient. Il s'agit d'un organe indolent disposant des embargos comme seul moyen de réaction, une fois que les dommages ont déjà eu lieu.

Pire encore, les « dommages » ne font, selon les termes du PK, uniquement référence aux situations où les diamants financent des rebelles combattant les gouvernements. Le PK ferme les yeux sur toutes les autres formes de violence telles que les violations des droits de l'homme, la torture, les traitements inhumains ou dégradants, la dégradation de l'environnement et les crimes économiques. »

"Nous trouvons donc extrêmement décevant qu'un cycle de réforme de 3 ans, qui s'est achevé lors de la réunion plénière de New Delhi l'année dernière, ait à nouveau échoué à trouver un consensus sur la mise à jour de la définition obsolète des diamants de conflits du PK.", ajoute Shamiso Mtisi, coordinateur de la CSC du PK basé au Zimbabwe.

Promouvoir le développement durable ?

Qu'en est-il des affirmations répétées selon lesquelles le PK promeut activement le

développement durable ? « Dans de nombreux pays, les diamants créent effectivement des emplois et contribuent au progrès économique, mais leur potentiel de développement est loin d'être pleinement réalisé. Cela étant dit, qu'elle est la contribution du Processus de Kimberley à cet état de fait ? De quelle manière les communautés locales bénéficient-elles des immenses ressources englouties par les interminables rencontres de centaines de représentants de pays et d'industries à travers le monde ? interrogea Mukasiri Sibanda.

« Nous devrions demander aux communautés locales, mais où sont-elles ? Elles sont, littéralement et métaphoriquement, très éloignées de ces rassemblements. Lorsque nous mentionnons le PK aux communautés avec lesquelles nous dialoguons, nous obtenons généralement un regard vide en retour. Ceux qui en ont entendu parler ne créditent généralement pas beaucoup de bien au mécanisme. N'est-il pas symptomatique qu'au niveau local, le mécanisme soit le plus connu dans les pays ayant été soumis à un embargo du PK ? Les communautés connaissent le Processus de Kimberley pour ses sanctions et non pour ses bénéfices. »

Un énorme potentiel inexploité

« Il existe un énorme potentiel inexploité au sein du PK, qui réunit tous les pays impliqués dans le secteur du diamant avec l'industrie et la société civile. Cette position unique fait du PK l'organe le mieux placé pour développer un mécanisme de gouvernance du diamant empêchant véritablement les conflits et favorisant le développement », explique Hans Merket, chercheur pour IPIS, membre belge de la CSC du PK. "Malheureusement, nous notons que le temps et l'énergie déployé au sein du PK sont principalement gaspillés dans un nombrilisme procédural, dépourvu de toute pertinence pour les communautés affectées par l'extraction de diamants."

« La participation de la société civile est essentielle dans le cadre du Processus de Kimberley et la Coalition de la Société Civile continue de plaider pour un changement au profit des communautés affectées par l'extraction des diamants. L'échec du cycle de réforme démontre un manque d'engagement, de la part du Processus de Kimberley, à maximiser les avantages de l'extraction et du commerce des diamants et à en minimiser les préjudices. « En tant que coalition de la société civile, nous ne pouvons plus justifier notre participation à ce processus replié sur lui-même et largement déconnecté des réalités et des besoins de nos circonscriptions », souligne Shamiso Mtisi. La coalition a décidé de rester au sein du PK mais travaillera de plus en plus dans le cadre d'autres initiatives internationales, ainsi qu'aux niveaux national et régional, en se concentrant particulièrement sur trois thèmes : la redistribution des bénéfices de l'exploitation des diamants, la réduction de la violence et la protection des droits fonciers des communautés locales. « Nous ne serons pas restreints, par les nombreuses limitations du PK, dans la poursuite de notre mission de défense des droits des communautés affectées par les opérations d'extraction de diamants. »

Pour plus d'informations :

Shamiso Mtisi, Coordinateur de la Coalition de la société civile du PK (ZELA), +263 7 742 169